

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



Hebdomadaire indépendant d'informations N°202 du lundi 13 décembre 2021 - PRIX : 3 000 GNF - Zone CFA : 500

Méfaits de la corruption en Guinée  
**Les révélations fracassantes  
du Premier ministre  
Mohamed Béavogui**



RPG Arc-en-ciel  
**La libération d'Alpha Condé  
au centre des préoccupations  
des jeunes du parti**



Journée internationale  
des droits de l'homme  
**Le message de  
l'activiste Oumar Sylla  
"Foniké Mengué"**



Dédommagement des opérateurs économiques  
**Chérif Abdallah du GOHA  
avertit les politiques** P6

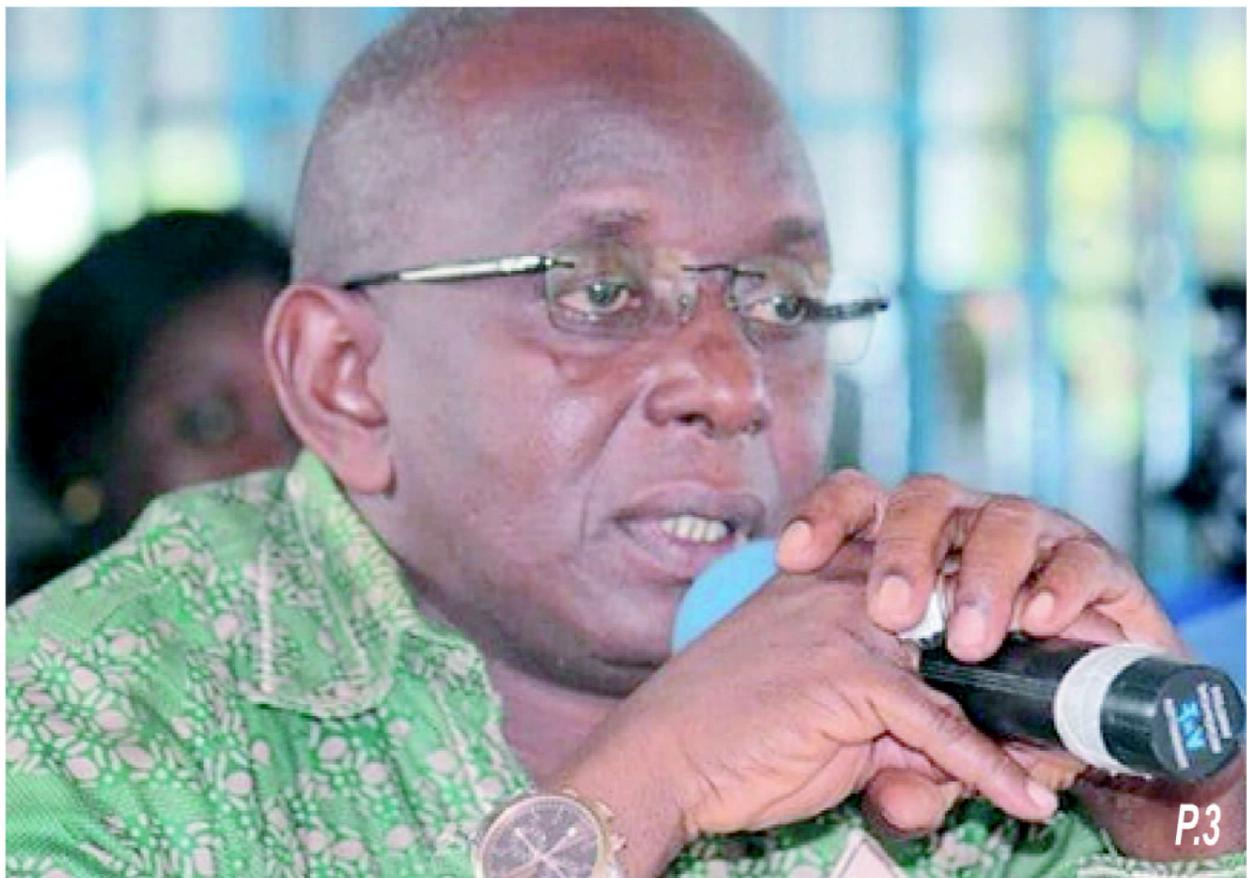
Encadrement du Syli national à la CAN 2021  
**Le maintien de Kaba  
Diawara suscite  
des interrogations** P8

Mexique  
**Au moins 55 morts parmi  
des migrants dans  
un accident de la route** P7

**Interview**

## Situation guinéenne

# Les recommandations de Saikou Yaya Barry de l'UFR aux dirigeants de la CEDEAO



P.3

**Edito à vue d'Aigle**

## Les Villas de Bellevue, une restitution et son symbole

De 1958 à nos jours, sous les différents régimes qui ont eu à se succéder en Guinée, nombreux sont les Guinéens qui, pour diverses raisons, ont vu leurs domaines et autres biens mobiliers et immobiliers confisqués. Avec l'avènement du CNRD au pouvoir et au regard des actes qui sont en train d'être posés, l'on peut dire que l'espoir renaît pour certains d'entre eux... P.2

## Edito à vue d'Aigle



### Les Villas de Bellevue, une restitution et son symbole

De 1958 à nos jours, sous les différents régimes qui ont eu à se succéder en Guinée, nombreux sont les Guinéens qui, pour diverses raisons, ont vu leurs domaines et autres biens mobiliers et immobiliers confisqués. Avec l'avènement du CNRD au pouvoir et au regard des actes qui sont en train d'être posés, l'on peut dire que l'espoir renaît pour certains d'entre eux.

Le vendredi dernier, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a surpris tout le monde en restituant aux héritiers de feu Sékou Touré (premier président de la Guinée indépendante) les Villas de Bellevue, dans la commune de Dixinn. Comme il fallait s'y attendre, cet acte magnanime posé par le nouvel homme fort du pays à été applaudi des deux mains par les nostalgiques du régime révolutionnaire. C'est le cas notamment des cadres et militants du PDG-RDA qui ont fait le déplacement à la Bellevue pour exprimer leur joie. Il faut rappeler qu'après le coup d'Etat ayant porté au pouvoir le colonel Lansana Conté et ses compagnons du CMRN en 1984, des membres de la famille du défunt président ont été jetés en prison, leurs biens confisqués par les autorités d'alors.

La veuve (Hadja Andrée Touré) et les enfants (Aminata Touré et Mohamed Touré) de Sékou Touré auraient fait ces dernières années des pieds et des mains pour qu'on leur restitue les Villas ou les Cases de Bellevue bâties sur un domaine acquis légalement par celui qui n'était alors que maire de Conakry. Il aura donc fallu l'avènement du CNRD (Comité national du rassemblement pour le développement) pour voir les choses enfin bouger dans le sens souhaité par la famille Touré. Les Villas de Bellevue reviennent donc aux héritiers légitimes de Sékou Touré. Le colonel Mamadi Doumbouya vient de faire ce qu'il a promis à la veuve Hadja Andrée Touré lors d'une visite de courtoisie qu'il lui a rendue quelque temps après sa prise du pouvoir dans les circonstances que tout le monde sait.

Selon des sources dignes de foi, les Villas de Bellevue ne seraient pas les seuls biens de la famille Touré qui avaient été confisqués pour des raisons que tout le monde connaît. L'on parle par exemple de l'actuel siège du ministère de la Jeunesse à Kaloum. Sans oublier la situation de Mohamed Touré (fils de Sékou Touré) emprisonné aux Etats-Unis avec son épouse pour une histoire de maltraitance d'une domestique. Comme on le voit donc, la restitution des Villas de Bellevue aux héritiers de Sékou Touré ouvre la voie aux réparations des injustices dont certains Guinéens ont été victimes ces 63 ans d'indépendance. Un acte symbolique et à saluer.

Kèfina Diakité

## MÉFAITS DE LA CORRUPTION EN GUINÉE Les révélations fracassantes du Premier ministre Mohamed Béavogui

Dans son discours prononcé à l'occasion de la célébration de la journée internationale de lutte contre la corruption, le Premier ministre guinéen, Mohamed Béavogui, a révélé qu'il y a deux ans, la Guinée aurait perdu plus de 600 milliards GNF.



« A l'instar des autres États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption, notre pays célèbre ce 9 décembre 2021, la Journée internationale dédiée à la lutte contre la corruption.

Le thème retenu cette année, « Votre Droit, Votre Rôle : Dites NON à la corruption », rappelle que la lutte contre ce fléau tenace est à la fois un droit et une responsabilité collective.

Cette lutte appelle bien entendu l'action de l'État à travers les pouvoirs publics. Elle interpelle aussi le secteur privé et la société civile dans toutes leurs composantes.

Dans notre pays, le phénomène de la corruption affecte toutes les sphères de la vie économique et sociale. Il revêt un caractère structurel et une dimension multiforme, connue de tous. Ce sont notamment des détournements de deniers publics, de la concussion, des transferts illicites de fonds, du blanchiment de capitaux...

L'année dernière, l'ONG *Transparency International* a classé la Guinée au 137<sup>e</sup> rang mondial sur 178 pays, avec une note de 28 points sur 100. A lui seul, ce classement illustre l'ampleur de ce fléau et de ses pratiques assimilées dans notre pays,

Il y a deux ans, les pertes que le pays a subies du fait de ces vols, car il s'agit bien du vol de tous par quelques-uns, ces pertes étaient évaluées à plus de 600 milliards de francs guinéens. Ce qui est dérobé au peuple, c'est le financement de sa santé, de son éducation et de ses routes.

Les conséquences de ces déperditions sont connues de tous :

- Une faiblesse de l'économie en dépit d'une croissance portée par l'extraction minière ;
- Une accentuation de la

pauvreté ;

- L'état désastreux et insoutenable de nos routes et voiries ;
- Le chômage endémique des jeunes entraînant les aventures périlleuses vers l'occident ;
- La faible qualité des soins de santé et des infrastructures éducatives ;
- La faiblesse des investissements directs étrangers.

Ces facteurs que je viens d'évoquer, parmi tant d'autres, ont conduit à l'intervention de nos vaillantes forces de défense et de sécurité et la prise du pouvoir le 5 septembre dernier par le Comité National du Rassemblement pour le Développement, sous la direction du Colonel Mamadi Doumbouya.

C'est pour cette raison que l'une des missions du gouvernement consacrée dans la Charte de la Transition consiste en « l'instauration d'une culture de bonne gouvernance et de citoyenneté responsable ». Lutter contre la corruption, c'est non seulement lutter contre le crime mais c'est aussi encourager notre foi en notre Nation, en nos valeurs de Travail, de Justice et de Solidarité. De notre travail provient notre richesse, grâce à notre sens de la justice, cette richesse sera enfin distribuée de façon plus équitable.

Pour relever ce défi commun, le Gouvernement entend se déployer sur le double front de la prévention et de la répression, en s'appuyant notamment sur la réforme de l'Administration publique et de la Justice.

Conformément aux directives du Président de la Transition, le Gouvernement a commencé à mettre en place des dispositifs et des outils de lutte contre le fléau de la corruption.

A ce titre, la Cour de répression

des infractions économiques et financières (CRIEF) a été récemment créée et ses compétences étendues à celles de la Haute Cour de Justice, pour juger les grandes infractions économiques et financières.

Le Gouvernement envisage également de redynamiser l'Agence nationale de lutte contre la corruption (ANLC) pour permettre à tout citoyen, résident ou non, du secteur public ou du privé, d'alerter sur des cas de corruption et infractions assimilées.

Dans la même dynamique, l'Office de répression des délits économiques et financiers (ORDEF) et la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) seront renforcées pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle.

D'autres actions visant à ancrer la culture de l'éthique et de la redevabilité des agents publics sont en cours de préparation.

#### Mes chers compatriotes,

La corruption n'est pas une fatalité. Il y a des moyens de la prévenir, de la contrôler et de l'éliminer. Nous devons nous donner ces moyens et unir nos efforts pour mener le combat ensemble, tous les jours et tous les instants.

Dans ce travail sans relâche, je voudrais particulièrement souligner le rôle incontournable de la société civile et des médias dans la sensibilisation, la vulgarisation et l'alerte.

C'est pour toutes ces raisons que nous célébrons cette année la Journée internationale de lutte contre la corruption sous le thème national « Unis contre la corruption pour l'atteinte des objectifs de la Transition »

VIVE la Guinée ! Je vous remercie ! », a déclaré le PM Mohamed Béavogui.

Tidiane Diallo

**INTERVIEW**

**SITUATION GUINÉENNE**

**Les recommandations de Saikou Yaya Barry de l'UFR aux dirigeants de la CEDEAO**

*Dans un entretien accordé à la rédaction de l'Aigleinfos, le 08 décembre 2021, le secrétaire exécutif de l'Union des Forces Républicaines (UFR) et ancien député, est revenu sur la venue des émissaires de la CEDEAO le weekend dernier à Conakry pour s'enquérir de l'évolution de la transition. Saikou Yaya Barry a également donné sa position par rapport à la rencontre du 12 décembre prochain des chefs d'État de la sous-région pour statuer sur le sort de la Guinée. Lisez.....*

**L'Aigleinfos:** Des émissaires de la communauté internationale étaient dimanche 05 décembre à Conakry pour s'enquérir de l'évolution de la transition. De quel œil observez-vous tout cela?

**Saikou Yaya Barry:** Nous sommes un pays qui passe d'une étape sur sa vie. La transition, c'est le passage d'une étape à une autre. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où le pays a besoin d'être aidé. Et nous devons avoir la possibilité d'accepter l'aide que proposent nos partenaires au développement pour développer notre pays. La transition les intéresse pour la simple et bonne raison, que ça permet le retour à l'ordre constitutionnel qui permettra à ces pays amis d'aider notre pays à se développer.

**Le point d'achoppement aujourd'hui entre la communauté internationale et le CNRD, c'est le délai de la transition. Quelle est votre analyse sur la question ?**

Oui effectivement parce que ça paraît ambigu. Et le fait de ne pas donner une date en rejetant cette balle au niveau au CNT que nous savons qu'il y a un conflit d'intérêt au niveau du CNT qui permettrait aux gens de vouloir rester. Parce que les gagnants des avantages leur permettant aussi de rester. Ça, c'est individuel selon moi. A ce



niveau-là, le CNRD a toute responsabilité qui estime qu'aujourd'hui nous devons sortir de la transition qui doit faire une proposition. Et si cela n'est pas possible, c'est de rencontrer les forces vives de la nation, c'est-à-dire les partis politiques, la société civile pour qu'ensemble on table sur ce qui est bon pour nous. Dans un chronogramme bien établi et on proposerait peut-être même à la communauté internationale.

**Mais le CNRD rétorque que les forces vives du pays seront représentées au Conseil National de la Transition?**

C'est ce qui est dit. Mais les forces vives de la nation individuellement prises quand

on le dit, mais avec le quota que nous connaissons. Donc, je vais dire que si nous voulons bien faire les choses, il faudrait un autre cadre de dialogue qui va nous amener à trouver la solution ou une sortie heureuse de notre Guinée. Je dois rappeler que le président de la Transition qui est de bonne foi de penser que le CNT qui peut faire notre travail. Mais nous savons dans la réalité de la vie politique comme c'est une transition hautement politique, il serait nécessaire que cela se décide à un niveau plus généreux.

**Le 12 décembre prochain, les chefs d'État de la CEDEAO vont se retrouver à nouveau en sommet pour statuer sur le sort de la Guinée. Est-ce**

**que vous pensez que cette fois-ci la CEDEAO va une fois taper du poing sur la table ?**

Je crois que pour éviter tout cela, il y a ce balai diplomatique en République de Guinée pour aider à mieux comprendre avant de prendre une décision qui ne soit pas une décision hâtive sur la Guinée. Et les actes vont aller dans le sens de la transition et des actes doivent être posés au niveau du CNRD permettant d'assouplir des sanctions que proposerait certainement la CEDEAO. Si vous savez la subsidiarité qui existe entre la CEDEAO, l'Union Africaine, et les États-Unis, il est important de savoir que notre partenaire est légal et qui nous aide de plus, c'est encore la CEDEAO. Donc, il

faudrait faire attention dans ce sens. Posez des actes. Il y a eu des faux pas, mais c'est humain. Au niveau du discours du ministre des Affaires étrangères, mais on peut toujours rectifier cela même au niveau de la correspondance adressée à la CEDEAO. "c'était un peu précipité", ça devait être mieux cadré avant que le président ne soit mis devant cette situation. Donc, je veux dire que nous devons ensemble travailler pour sortir tous de cette situation. Mais il faut fermer les yeux et les oreilles, de ne pas écouter les autres partenaires locaux.

**Donc voulez-vous conseiller au CNRD de ne pas se mettre à dos la communauté internationale ?**

Pas du tout ! Ça ne sert à rien du tout. C'est la population qui va en souffrir. Et c'est les Guinéens qui subiront les conséquences de tout cela. Étant un président, je crois averti qui a pris les devants, qui a été préventif en nous sortant de cette situation. Je crois qu'à l'issue de cela, réfléchissant, il va trouver le bon chemin nous permettant de sortir rapidement de cette transition. Ça ne sert à rien d'avoir la communauté internationale contre soi. C'est de faire en sorte qu'on harmonise nos vies et qu'on avance. Sinon ça ne sera pas très bien !

**Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo**

**BCRG**

**Dr Louncény Naby remplacé par Dr Karamo Kaba**

*Le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a procédé le mardi 7 décembre à des nominations à la BCRG et au niveau de certains départements ministériels.*



Dr Karamo Kaba, économiste stratéguiste à l'Ecofi investissement France a été nommé gouverneur de la Banque Centrale de la République de Guinée, en remplacement de Dr Louncény

Nabé, dont les deux adjoints ont également été limogés (Thierno Maadjou Sow et Baïdy Aribot). Un double coup dur pour le dernier cadre cité, dont l'image vient d'être ternie dans une histoire de sextape

abondamment commentée sur les réseaux sociaux.

Mohamed Lamine Conté devient premier vice-gouverneur et Mme Souadou Baldé, 2<sup>ème</sup> vice-gouverneur de

l'institution bancaire.

Amadou Doumbouya, précédemment conseiller principal du ministère des Hydrocarbures, a été promu Directeur général de la Société nationale des pétroles (Sonap).

Lancinet Keita, précédemment chef de division Droit international au ministère de la Défense nationale, devient chef de Cabinet du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

M. Thierno Hamidou Bah, précédemment Administrateur civil du mouvement des Jardins, a été nommé chef de Cabinet au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation.

M. Karim Samoura est nommé

chef de cabinet au ministère de l'Environnement et du Développement durable. Mme Saran Camara est la nouvelle cheffe de Cabinet au ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat ; Mme Fatoumata Conté, cheffe de cabinet du Ministère de la Jeunesse et des Sports ; Mme Youssef Nana Tènké Diaré, cheffe de Cabinet du ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale, de l'Intégration africaine et des Guinéens de l'étranger.

M. Gopouna Chérif est nommé chef de cabinet du ministère des Mines et de la Géologie ; M. Ahmed Tidiane Camara, chef de Cabinet au ministère des Infrastructures et des Transports.

**Kèfina Diakité**

RPG ARC-EN-CIEL

**La libération d'Alpha Condé au centre des préoccupations des jeunes du parti**

*A la veille du sommet de la CEDEAO (12 décembre), les jeunes du RPG Arc-en-ciel regroupés au sein du FONAL-PRAC (Forum national pour la libération du Professeur Alpha Condé) ont tenté d'organiser une manifestation pacifique pour exiger la libération de l'homme qui aura présidé aux destinées de la Guinée de décembre 2010 à septembre 2021. Une libération qui reste donc au centre de leurs préoccupations.*

Après onze ans de règne sans partage, le professeur Alpha Condé, premier président démocratiquement élu de la Guinée indépendante, a été renversé le 5 septembre dernier par les Forces Spéciales dirigées par le colonel Mamadi Doumbouya. Réagissant à ce coup de force, le RPG, la CEDEAO, l'UA, l'UE et les Nations unies ont tour à tour demandé la libération inconditionnelle du président déchu, dont l'état de santé fait l'objet de beaucoup de spéculations dans la cité. Des appels qui, à ce jour, ne semblent pas avoir eu un écho

favorable auprès des nouvelles autorités du pays. Il y a quelques jours, dans un communiqué lu à la télévision nationale, le CNRD (Comité national du rassemblement pour le développement) a annoncé le transfert d'Alpha Condé du palais Mohamed V à Kaloum à la résidence de son épouse, Hadja Diène Kaba, à Landreah, dans la commune de Dixinn. Ce que beaucoup d'observateurs ont assimilé, non sans raison, à une sorte de résidence surveillée pour l'ancien maître de la Guinée.

Lors d'une sortie médiatique à



l'oeuf tout mouvement susceptible de semer le trouble dans le pays. Les forces de sécurité sont aussitôt entrées en action pour disperser les jeunes du FONAL-PRAC à coups de gaz lacrymogènes. L'on a assisté le même jour à une scène similaire à N'zérékoré où une manifestation pacifique pro-Alpha Condé a été empêchée. Le lendemain, c'est le siège du RPG à Siguiri qui, à son tour, a été pris d'assaut par des hommes en uniforme, pour prévenir tout regroupement ou mouvement en faveur du président déchu. Comme on le voit donc, la libération d'Alpha Condé est en train de devenir une grosse pomme de discorde entre le RPG et le CNRD. Espérons que les deux parties finiront par trouver un terrain d'entente dans l'intérêt de la Guinée tout entière.

Kéfina Diakité

RÉPRESSION POLICIÈRE AU SIÈGE DU RPG ARC-EN-CIEL

**Un activiste de la société civile tire la sonnette d'alarme**

*Dans une tribune publiée dans la presse et intitulée "Attention, la jouissance des droits et libertés ne doit connaître aucune entrave !", Dorah Aboubacar KOITA, président de la Jeunesse CEDEAO – Guinée et Acteur de la Société Civile Guinéenne, est revenu sur la récente répression policière au siège du RPG Arc-en-ciel.*



Cela passe nécessairement par la garantie de la jouissance et l'exercice effectif des droits et libertés à tous les citoyens guinéens sans aucune distinction.

Nous veillons à tous les engagements pris ainsi que les changements annoncés. RIEN NE DOIT ÊTRE PLUS JAMAIS COMME AVANT.

VIGILANCE ET EXIGENCE POUR UNE TRANSITION À LA HAUTEUR DE NOS ATTENTES LÉGITIMES.

», a écrit Dorah Aboubacar KOITA, Président de la Jeunesse CEDEAO – Guinée et Acteur de la Société Civile Guinéenne.

Tidiane Diallo

« La répression policière enregistrée hier 11 décembre 2021 au siège du parti RPG-ARC-EN-CIEL constitue une violation manifeste de la Charte de la Transition notamment en ses articles 8, 9, 23, 33 et 34 et nous la condamnons avec la dernière énergie.

Ces pratiques anciennes, antidémocratiques et rétrogrades doivent être bannies surtout en cette période où nous avons davantage besoin de rassurer et rassembler toutes les composantes de notre société. Rien ne peut justifier une telle action.

Si nous voulons réussir cette Transition, nous devons impérativement nous inscrire dans la dynamique de promotion des valeurs et pratiques démocratiques, et c'est effectivement ce que nous demandons et exigeons du CNRD au-delà des discours.

son siège national à Gbessia, le RPG Arc-en-ciel et ses alliés ont dit prendre acte de ce transfert mais ont aussi plaidé pour la libération totale de leur champion. A la veille du sommet de la CEDEAO (12 décembre), les jeunes du parti regroupés au sein du FONAL-PRAC (Forum national pour la libération du

Professeur Alpha Condé) ont tenté d'organiser une manifestation pacifique pour exiger la libération de l'homme qui aura présidé aux destinées de la Guinée de décembre 2010 à septembre 2021. Mais c'était compter sans la ferme détermination des autorités de la transition à étouffer dans

MILITANTS DU RPG GAZÉS À LEUR SIÈGE

**Le FNDC désapprouve l'acte !**

*La répression policière dont ont été victimes des militants du RPG Arc-en-ciel continue d'être dénoncé par les politiques et les acteurs de la société civile. C'est le cas du FNDC qui, à travers son Communiqué N°182, a regretté ce qu'il considère comme un acte répressif qui viole la Charte de la Constitution.*

« Ce samedi 11 décembre 2021, une manifestation organisée par des militants du RPG arc-en-ciel au siège du parti pour réclamer la libération de l'ancien Président Alpha Condé a été dispersée à coup de gaz lacrymogènes par des services de sécurité.

La Coordination Nationale du FNDC désapprouve cet acte répressif qui viole la charte de la Transition et invite le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) à garantir l'exercice des libertés publiques en toute circonstance.



Le FNDC demande la libération sans conditions de toutes les personnes interpellées en lien avec cette manifestation.

Ensemble unis et solidaires,

nous vaincrons ! », a écrit le FNDC, la plateforme qui a mené vaillamment le combat contre le 3<sup>ème</sup> mandat d'Alpha Condé.

Kéfina Diakité

SORT JUDICIAIRE D'ALPHA CONDÉ

**Ce qu'en pense l'ancien ministre Salifou Sylla**

*Dans un entretien accordé à Mediaguinee, l'ancien ministre de la Justice, Salifou Sylla, s'est prononcé sur le sort judiciaire du président déchu, le professeur Alpha Condé.*

« Pourquoi les gens estiment qu'il y a des personnes qui sont au-dessus de la loi. Pas parce qu'il a été ancien président. Ils l'ont destitué, ils ne l'ont pas fait du mal. Ils l'ont gardé dans les conditions les plus dignes au palais Mohammed V maintenant ils l'ont transféré à Landréah. Donc, ils ne l'ont fait aucun mal, ils l'ont traité avec tout le respect. Également, ils lui ont permis de garder certains privilèges. Vous savez, quand on arrête certains, ce qu'on peut leur faire c'est terrible. Et quand, on sait ce que lui, il a fait aux gens qu'il a

arrêtés ici, comment il a laissé les gens mourir en prison et comment il a traité ses opposants. Il les a humiliés. Vous savez, quand vous passez votre temps à humilier les gens, à faire certaines choses, vous ne finirez jamais en dehors de l'humiliation. Alors, quand les gens disent la CEDEAO et tout ça. La CEDEAO, quand on violait la constitution de ce pays qu'est-ce que la CEDEAO a fait ? Rien. Alpha Condé avait refusé de recevoir les chefs d'Etat Africains ici, qui avaient voulu le rencontrer pour désamorcer



la crise, il n'a jamais accepté. Alors, les gens violent la constitution, ils répriment, ils violent tous les droits humains. Mais s'il s'agit d'eux, parce qu'ils ont été chefs d'Etat, vous dites non, on ne doit pas leur faire quelque chose et ça. Mais non, ils sont des citoyens, ils ne sont pas au-dessus de la loi. Je pense que ces gens-là, ceux qui ont pris le pouvoir n'ont eu aucun comportement inadmissible vis-à-vis d'Alpha Condé. Ils l'ont traité avec beaucoup de respect. », a confié Salifou Sylla.

Tidiane Diallo

## SOMMET DE LA CEDEAO À ABUJA Le message de fraternité de la Guinée

**Selon la Primature, quelques heures avant l'ouverture du soixantième sommet ordinaire des Chefs d'État de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le 12 décembre à Abuja, l'activité diplomatique de la Guinée s'est intensifiée.**

A Abuja, le PM Mohamed Béavogui était porteur d'un message de fraternité et d'ouverture du Président de la transition. Il a successivement eu des entretiens avec les Présidents du Togo, du Niger, de la Côte D'Ivoire, et du Ghana. Le samedi 11 décembre, le messager du Colonel Mamadi Doumbouya a rencontré le Président de la Commission de la CEDEAO et le ministre des Affaires Etrangères de la République Fédérale du Nigéria. A noter qu'au cours de cette mission, le Premier ministre était accompagné du ministre des Affaires étrangères, de la coopération internationale de l'intégration africaine et des Guinéens de l'étranger, Dr Morissanda Kouyaté.

« Nous avons été reçus avec des oreilles attentives. Le



Premier ministre a bien transmis le message du Colonel Mamadi Doumbouya, le Président de la transition. Un message de fraternité et d'amitié de la Guinée aux peuples de la CEDEAO »

explique le ministre des Affaires étrangères, Dr Morissanda Kouyaté, qui ajoute : « la place de la Guinée est bien connue et soutenue par les membres de la CEDEAO. Nous sommes dans

une discussion qui met ensemble les efforts d'accompagnement pour la bonne conduite de la Transition ».

Pour le ministre nigérien des

Affaires étrangères, Geoffrey Onyeama, la question est maintenant « comment la CEDEAO va coopérer avec le Gouvernement de Guinée pour mener à bien la transition ». Geoffrey Onyeama estime que la Coopération avec la Guinée est essentielle.

Jusqu'à ce dimanche matin, le Premier ministre et sa délégation ont échangé avec les chefs de délégation des pays de la sous-région. Avant de quitter Abuja, Mohamed Béavogui a été reçu par le Président en exercice de la CEDEAO, le Président du Ghana, Nana Akufo Ado, sur « l'évolution positive de la situation en Guinée », apprend-on d'une communication de la Primature.

Tidiane Diallo

## SÉKOU KOUNDOUNO DU FNDC

### « Il n'y a pas de démocratie sans libertés individuelles et collectives... »

**Sékou Koundouno du FNDC a mis à profit la célébration de la Journée internationale des droits de l'homme pour marteler qu'il n'y a pas de démocratie sans libertés individuelles et collectives. Lisez...**

« Il n'y a pas de démocratie sans libertés individuelles et collectives, et réciproquement. Le régime d'Alpha Condé avait allègrement piétiné ces libertés mais, comme chacun peut le constater, la situation s'est améliorée depuis le 5 septembre. Les acteurs clés de la démocratie, comme les leaders politiques, les leaders de la société civile, les journalistes, les syndicalistes ou les avocats, ont retrouvé la liberté d'exercer sereinement leurs activités, sans craindre la répression d'un régime dictatorial. Il s'agit maintenant de transformer l'essai. Le gouvernement de transition a desserré l'étau qui étouffait la société guinéenne, nous le félicitons pour cela. Désormais, nous lui demandons de poser les fondements d'un respect durable et incontesté de ces libertés, sans quoi la Guinée retombera rapidement dans l'autoritarisme.

Les Guinéens ne veulent plus d'un pays où les partis politiques d'opposition craignent de s'exprimer ou de



se réunir, où les organisations de la société civile qui défendent la démocratie ou les droits de l'homme sont réprimées, où la presse est placée sous contrôle du gouvernement et les journalistes indépendants sont surveillés, où des syndicalistes et des grévistes sont arrêtés pendant des manifestations et où la justice ne respecte pas les avocats et les droits de la défense.

Depuis ce 5 septembre, la Guinée respire mieux. Le gouvernement de transition a posé des actes forts pour garantir un meilleur respect de la loi. Des leaders exilés du FNDC ont pu rentrer chez eux,

la presse a retrouvé une certaine liberté de ton, les partis politiques peuvent de nouveau se réunir et mener librement leurs activités et les avocats sont de nouveau respectés par la justice. Le peuple guinéen perçoit tout cela parfaitement bien et se montre reconnaissant envers ses libérateurs.

Mais, dans le même temps, il se demande : est-ce que cela va durer ? est-ce que ces libertés vont être remises en causes sous le prochain gouvernement civil, ou même avant sous la transition ? le gouvernement de transition a-t-il rétabli les libertés seulement pour obtenir l'adhésion populaire ou souhaite-t-il

sincèrement refonder l'État guinéen et la démocratie ? Le peuple guinéen avait déjà eu de grands espoirs, en 2008. Mais ces espoirs ont été enterrés avec les corps des 157 victimes du stade. Alors, il se demande : quelles garanties va offrir le gouvernement de transition pour que ces espoirs ne soient pas une nouvelle fois déçus ?

Le peuple guinéen attend donc des actions fortes de la part du gouvernement de transition. Celui-ci a affiché sa volonté de refonder l'État guinéen, notamment en luttant contre la corruption et pour l'union nationale. Cette transition doit être l'occasion de réformes profondes à plusieurs niveaux.

Nous appelons le gouvernement de transition à créer des garde-fous pour empêcher la police ou la gendarmerie de procéder à des arrestations arbitraires. Nous appelons le gouvernement à réformer la Haute Autorité à la Communication afin qu'elle devienne une vraie institution au service de la protection des journalistes et des organes de presse, en particulier quand ils enquêtent sur des cas de violations de droits de l'homme ou de corruption, et qu'elle cesse d'être un outil de contrôle de leur travail. Nous appelons le gouvernement à réformer le système judiciaire afin que les droits de la défense soient mieux respectés, que les

militants politiques ou les leaders de la société civile ne puissent plus être condamnés et détenus pour le simple exercice de leurs activités. Nous appelons le gouvernement de transition à mieux protéger les libertés syndicales. Nous appelons le gouvernement de transition à réformer la justice afin que les violations de droits de l'homme fassent systématiquement l'objet d'enquêtes judiciaires.

Les mouvements citoyens souhaitent le succès de la transition et le retour à un gouvernement civil dans un contexte apaisé et dans un État débarrassé de l'autoritarisme et de la corruption. Les mouvements citoyens soutiendront les autorités de la transition tant qu'elles agiront en ce sens et ils se montreront force de proposition. En tant que défenseurs des libertés et de la démocratie, ils scruteront et dénonceront les moindres écarts à ces objectifs. Connaissant l'histoire de notre pays, il est difficile d'apporter un soutien inconditionnel à un gouvernement de transition. Celui-ci doit être jugé sur les actes qu'il pose. Du 5 septembre à ce jour, les actes majeurs posés par le CNRD et son gouvernement sont rassurants. », a écrit Sékou Koundouno du FNDC.

Tidiane Diallo

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

**Le message de l'activiste Oumar Sylla "Foniké Mengué"**

*A l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits de l'homme, l'activiste Oumar Sylla alias "Foniké Mengué" a lancé un message dont nous vous proposons l'intégralité.*

« Les droits de l'Homme sont basés sur le respect de l'individu. Leur principe fondamental est qu'une personne est un être moral et rationnel qui mérite d'être traité avec dignité. On les appelle les droits de l'Homme parce qu'ils sont universels.

Quant à la Démocratie, car on ne peut pas parler de droit de l'Homme sans elle, ce n'est pas un vain mot. C'est pourquoi il n'y a pas de démocratie quand le peuple n'a pas la voix au chapitre comme il a été souvent le cas dans notre pays ces dernières années.

Gandhi écrivait : 0 La Démocratie devrait favoriser aux plus faibles les mêmes droits que les plus forts0.

Quant à Joe Biden, il affirmait que : La Démocratie n'arrive pas par hasard. Nous devons la défendre, lutter pour elle, la renforcer, la renouveler.

Ces dernières années, les droits de l'Homme et notre Démocratie ont été malmenés, sabotés et foulés même au sol.



Les gens ont été emprisonnés, tués, forcés à l'exil pour avoir exprimé leurs opinions.

Le peuple avait perdu sa liberté d'expression, chose qui signifiait un recul considérable de notre jeune démocratie acquise au prix du sang des martyrs.

Avec l'avènement du CNRD, l'espoir renaît.

Nous nourrissons l'espoir donc que les fautes du passé seront corrigées,

Nous nourrissons l'espoir que le peuple sera désormais considéré et pour toujours, comme le référentiel suprême, qui sera consulté

sur toutes questions impliquant la vie de la nation,

Ahmed Sékou Touré disait que le premier droit de l'Homme, c'est de ne pas être exclu de toute décision concernant sa nation.

Nous nourrissons l'espoir que les principes fondamentaux du droit de l'Homme et de la Démocratie seront respectés,

Nous nourrissons l'espoir que l'appareil judiciaire ne sera plus jamais inféodé à l'exécutif pour servir d'instrument de règlement de compte aux citoyens,

Nous nourrissons l'espoir que le chef de l'État ne se prendra plus comme un être tout puissant, mais comme un citoyen, un simple serviteur de la cause inépuisable du peuple,

Nous nourrissons l'espoir que les erreurs au temps du CNDD ne se transformeront pas en fautes voire en pratique courante. Nous nourrissons l'espoir que le

CNRD respectera tous ses engagements vis-a vis du peuple souverain de Guinée.

À la jeunesse guinéenne, globalement prise, dans la longue histoire du monde, il n'y a que peu de générations à laquelle le destin a attribué le rôle de défendre le droit de l'homme quand il était en grand danger. Un seul jour, durant tout le combat, je n'ai reculé devant cette responsabilité que j'aime tant et que j'aimerai et défendrai pour toujours.

Jeunes de Guinée, c'est vrai que nous avons confiance au colonel Mamadi Doumbouya, mais comme le dit un adage, « la confiance n'exclut pas le contrôle », c'est pourquoi malgré toute la confiance que nous avons au CNRD, restons quand même toujours mobilisés pour le respect des droits de l'homme et de la démocratie dans notre pays car, la démocratie ne va pas de soi. C'est pourquoi il faut se battre chaque jour pour elle sinon un jour nous risquerons de la perdre. », a écrit Oumar Sylla "Foniké Mengué".

**Kéfina Diakité**

DÉDOMMAGEMENT DES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

**Chérif Abdallah du GOHA avertit les politiques**

*Invité la semaine dernière dans l'émission "Mirador" de FIM FM, le président du Groupe organisé des hommes d'affaires (GOHA) a envoyé un message clair aux hommes politiques en quête de suffrages. Il a martelé que tout candidat qui ne s'engagera pas à dédommager les commerçants pourrait ne pas avoir de consignes de vote du GOHA.*

« J'ai l'impression que les politiciens ne nous aident pas parce que les commerçants ont été tous victimes suite aux événements politiques. J'ai l'impression que les politiciens ne prêtent pas beaucoup attention à ça parce qu'on parle de tout sauf des commerçants victimes de destruction de leurs biens. Et ça, ça ne peut pas marcher. Lorsque je suis revenu du

Sénégal, nous avons rencontré le colonel Doumbouya au palais. Juste après, j'ai fait un rapport et j'ai souligné ça, les commerçants victimes de destruction de leurs biens. Mais, c'est un gouvernement de transition. Le CNRD est là, il faut les aider, les accompagner (...). Je travaille pour que la transition-là réussisse afin qu'on sorte définitivement de



ça...Tout gouvernement qui va venir éventuellement, s'il ne parle pas de dédommager directement les opérateurs économiques, vous pensez qu'on ne peut pas donner de consignes pour ne pas voter

pour la personne ? Ils (les politiciens) ont besoin de nous. Ce sont eux qui ont besoin de nous. On peut dire aux opérateurs économiques, celui (candidat) qui ne prend pas

l'engagement clair de vous dédommager, ne votez pas pour lui, qui qu'il soit. Et ça va passer », a fait savoir Chérif Abdallah dans l'émission "Mirador".

**Kéfina Diakité**

Lisez le journal numérique sur le site



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

UE-UA

## Macron annonce un sommet en février à Bruxelles

Un sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne se tiendra les 17 et 18 février à Bruxelles dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, a annoncé jeudi Emmanuel Macron, afin de « refonder en profondeur » la relation « un peu fatiguée » entre les deux continents.



d'investissement solidaire à l'égard du continent africain ».

Lors de cette allocution présidentielle depuis l'Élysée, qui doit se poursuivre par une conférence de presse, le chef de l'État a également plaidé pour le déploiement d'« un agenda en matière d'éducation, de santé et de climat à la hauteur des enjeux de l'Afrique ».

« Le continent africain a des défis qui sont encore plus importants que les nôtres sur l'éducation », a-t-il ajouté, en appelant à « poursuivre et européeniser » les partenariats existants, « avec un vrai projet de développer plus avant l'éducation des jeunes filles partout en Afrique, mais également la formation des enseignants, comme le développement des structures d'éducation sur la santé ».

Emmanuel Macron a encore indiqué vouloir « développer un véritable agenda sanitaire qui consiste à déployer beaucoup plus vite et beaucoup plus fort des structures de production de vaccins et de production ».

AFP

Parmi « plusieurs axes », le chef de l'État français a appelé à « refonder un New Deal, économique et financier avec l'Afrique », notamment pour « aller au bout de cette

solidarité à l'égard des Africains », en rappelant « qu'entre 2020 et 2025, il y a 300 milliards d'euros de besoins de financement pour les économies africaines, car

elles ont des conséquences économiques et financières de la Covid 19 à gérer ».

« L'Europe doit dans les instances internationales

porter une stratégie commune avec l'Afrique, pour permettre cette solidarité », a poursuivi Emmanuel Macron, en exhortant à « réactualiser ce mécanisme

## MEXIQUE

### Au moins 55 morts parmi des migrants dans un accident de la route

Au moins 55 migrants ont été tués et 73 autres blessés jeudi dans un accident de camion près de Tuxtla Gutiérrez, la capitale de l'État mexicain du Chiapas, a-t-on appris des autorités mexicaines.

On compte de nombreux enfants mineurs parmi les morts, précisent les autorités et 24 survivants sortis indemnes.

La remorque, dans laquelle se trouvaient les migrants, roulait à une vitesse excessive, selon les informations de la Protection civile. Le chauffeur a pris la fuite.

Selon les autorités, environ 200 candidats à l'émigration étaient entassés dans la remorque lorsque celle-ci a basculé et s'est écrasée contre un pont piétonnier en acier.

Il s'agit de l'un des pires bilans pour les migrants au Mexique depuis le massacre de 72 migrants par le cartel de la drogue Zetas en 2010 dans l'État de Tamaulipas (nord du pays).

#### Des blessés en fuite

Les blessés les plus graves,



dont beaucoup ruisselaient de sang, ont été portés jusqu'à des bâches en plastique posées sur la route. Les blessés qui pouvaient marcher ont été conduits, abasourdis,

vers les mêmes bâches.

Les morts ont été déposés en rangées de draps blancs, côte à côte, sur l'autoroute.

Les secouristes qui sont arrivés en premier ont déclaré

que d'autres migrants se trouvaient à bord du camion lorsqu'il s'est écrasé et qu'ils avaient fui de peur d'être arrêtés par les agents de l'immigration.

Un secouriste a déclaré que certains de ceux qui se sont précipités dans les quartiers environnants étaient couverts de sang ou de contusions, mais qu'ils boitaient dans leur désespoir de fuir.

## ENCADREMENT DU SYLI NATIONAL À LA CAN 2021

**Le maintien de Kaba Diawara suscite des interrogations**

Le CONOR, en accord certainement avec le département de tutelle (ministère de la Jeunesse et des Sports) vient d'annoncer la reconduction de Kaba Diawara à son poste de sélectionneur intérimaire du Syli National qui, on le sait, s'apprête à prendre part à la prochaine édition de la CAN de football au Cameroun, le pays des Lions indomptables. Un maintien qui suscite des interrogations.



Pour beaucoup d'observateurs et analystes sportifs, cette reconduction de Kaba Diawara n'augure rien de bon pour le Onze guinéen à la CAN 2021. Le parcours catastrophique de la Guinée dans les éliminatoires du Mondial 2022 est encore frais dans tous les esprits. En six matches disputés contre le Maroc, le Soudan et la Guinée-Bissau, les poulains de Kaba Diawara se sont contentés de 4 nuls et de 2 défaites. Ils ont logiquement terminé à la 3ème place de leur groupe derrière le Maroc et la Guinée-Bissau. Au regard de ce bilan globalement négatif, nombreux sont ceux qui ont émis le souhait de voir un grand entraîneur sur le banc du Syli National à la CAN, en lieu et place de Kaba Diawara et son équipe. Mais hélas, le CONOR et le ministère en charge des Sports en ont décidé autrement. La Guinée va-t-elle faire de la figuration au Cameroun? C'est la pertinente question que l'on serait tenté de se poser. Il faut rappeler que depuis 1976, la Guinée de Chérif Souleymane peine à disputer une finale de CAN de football.

Tidiane Diallo

Il y a quelques jours, la FIFA, l'instance dirigeante du football mondial, a pris la décision de mettre en place un Comité de normalisation (CONOR) pour gérer les affaires courantes de la Fédération Guinéenne de Football (FEGUIFOOT). Un

comité présidé par Mme Sy Mariama Satina Diallo, une activiste de la société civile et qui aura la délicate mission de procéder au toilettage des textes avant la tenue des élections transparentes dont les résultats seront acceptés de

tous.

C'est ce CONOR, en accord certainement avec le département de tutelle (ministère de la Jeunesse et des Sports) qui vient d'annoncer la reconduction de Kaba

Diawara à son poste de sélectionneur intérimaire du Syli National qui, on le sait, s'apprête à prendre part à la prochaine édition de la CAN de football au Cameroun, le pays des Lions indomptables.

## FOOT

**Samuel Eto'o élu président de la Fédération camerounaise**

Samuel Eto'o a été élu président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) ce samedi 11 décembre à Yaoundé face à Seidou Mbombo Njoya, l'ex-patron de la Fécafoot. L'ancienne superstar du foot africain va devoir redresser une institution en crise depuis 2013. Son mandat va débiter avec la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2021) organisée dans son pays.

« Je me souviendrai d'aujourd'hui comme l'un des moments les plus fiers de ma vie. » À 40 ans, Samuel Eto'o a connu bien des victoires durant sa carrière de footballeur. Mais celle de ce 11 décembre 2021 est à part : ce samedi à Yaoundé, l'ex-superstar du foot africain s'est en effet imposée sur le terrain politique. Il a été élu président de la Fédération camerounaise (Fécafoot). « Chaque vote représente l'énergie et l'ambition de notre famille du football pour amener notre sport bien-aimé à un niveau que nous n'avons jamais vu auparavant », a ajouté Eto'o.

Il a devancé l'ex-patron de la Fécafoot Seidou Mbombo Njoya par 43 voix à 31. Ce dernier a accueilli le résultat

sereinement. « Je félicite Samuel Eto'o et lui souhaite plein de succès. [...] Merci aux acteurs du football et au personnel qui se sont dévoués à mes côtés, avec la conviction de donner au sport roi, une belle trajectoire. Je leur demande d'apporter à la nouvelle équipe, le concours utile pour que flotte plus haut le drapeau de notre pays », a écrit sur Twitter l'actuel 4e vice-président de la Confédération africaine de football (CAF).

**Réformer une Fécafoot en crise**

Eto'o, double vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) avec l'équipe du Cameroun (2000, 2002), s'attaque désormais à un défi de taille : réformer une



institution en crise depuis 2013 et la destitution de Mohammed Iya, condamné en 2015 pour détournement de fonds public.

Depuis plus de 8 ans, la Fécafoot a été mise sous la tutelle d'un Comité de normalisation (Conor) à plusieurs reprises. La victoire de Seidou Mbombo Njoya en 2018 semblait justement avoir mis fin à cette crise. Mais sa victoire avait été invalidée début

2021, suite à un recours auprès du Tribunal arbitral du sport (TAS).

**La CAN 2021, premier défi à court terme**

L'avalanche de procédures au TAS, instance basée en Suisse, s'arrêtera-t-elle enfin ? L'heure est en tout cas à la célébration pour Samuel Eto'o. L'ancien attaquant vedette du Real Majorque, du FC Barcelone et de l'Inter Milan, notamment, va

toutefois très vite devoir se plonger dans sa nouvelle fonction.

Dans moins d'un mois débute la CAN 2021, organisée du 9 janvier au 6 février 2022 dans son pays. Une compétition qu'il a disputé six fois et gagné à deux reprises. Son but, cette fois, sera que le Cameroun brille en tant qu'hôte pour la première fois depuis 1972.

Source : Rfi

Lisez le journal  
numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.